

46th session of the UN Human Rights Council

General debate on item 9

Delivered by: Amal Bentounsi

Déclaration conjointe¹

Mme la Présidente,

ISHR et son partenaire le Collectif Urgence notre police assassine souhaitent attirer l'attention du Conseil sur les violences policières à caractère raciste en France, et le climat d'impunité qui les entoure. Lenteurs judiciaires, classements ou non-lieux à répétitions, voire harcèlement judiciaire sont le lot des victimes de telles violences, de leurs proches et de leurs défenseur.es. Même en cas de décès de la victime, les rares peines prononcées restent extrêmement clémentes. Dans le cas de mon frère Amine, tué d'une balle dans le dos, le coupable n'a été condamné qu'à 5 ans de prison, avec sursis, et n'a jamais reçu de sanctions disciplinaires. A l'heure où je vous parle, il est toujours en poste. Les familles d'Amadou Koumé, Abdoulaye Camara, Lahoucine Ait omghar, tués il y a plusieurs années, sont toujours en attente d'un procès. La liste de victimes privées de toute justice ne fait que s'allonger jour après jour.

Nous rappelons à la France qu'en tant que membre du Conseil des droits de l'Homme, elle est tenue au respect des plus hauts standards en matière de droits humains. Assurer une justice transparente et efficace et le respect du droit à la vie et à la non-discrimination pour tous font partie de ses obligations en la matière. Mettre fin à l'impunité face aux violences policières racistes nécessite entre autres, d'ouvrir de réelles enquêtes diligentes impliquant les familles de victimes; et prononcer de réelles peines dissuasives, c'est-à-dire fermes. La France doit soutenir le travail des associations oeuvrant sur le sujet en mettant leurs coordonnées à disposition du public, en s'abstenant de les criminaliser, et en ne les privant pas de leur principal outil, à savoir la possibilité de filmer les violences.

En vue de son rapport sur les violences policières et le racisme systémique, nous recommandons à la Haute-Commissaire de se centrer sur les contributions des victimes et de leurs familles et faire des propositions concrètes au Conseil visant à assurer que ses membres, dont la France, rendent réellement compte pour les violations qu'ils commettent.

Merci Mme la présidente.

¹ International Service for Human Rights and Collectif Urgence Notre Police Assassine